

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 05/06/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/05/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SODICHAMP**

51 ROUTE NATIONALE  
51500 Champfleury

Références : D3 i 2026-477  
Code AIOT : 0005702892

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/05/2026 dans l'établissement SODICHAMP implanté RD 951 51500 Champfleury. L'inspection a été annoncée le 18/05/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SODICHAMP
- RD 951 51500 Champfleury
- Code AIOT : 0005702892
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cet établissement est un distributeur de produits de différentes natures sous l'enseigne Leclerc. La station-service est soumise au régime de l'enregistrement.

#### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                          | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Canalisations                              | Arrêté Préfectoral du 05/10/2006, article 4     | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 3  | Rétention                                  | Arrêté Préfectoral du 05/06/2006, article 30.1  | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 4  | Réserves de matières consommables          | Arrêté Préfectoral du 05/10/2006, article 28.7  | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 6  | Valeurs limites et surveillance des rejets | Arrêté Préfectoral du 05/10/2006, article 8.1.1 | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle             | Référence réglementaire                       | Autre information |
|----|-------------------------------|-----------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Situation administrative      | Arrêté Préfectoral du 05/10/2006, article 1.2 | Sans objet        |
| 5  | Traitement des eaux pluviales | Arrêté Préfectoral du 05/10/2006, article 7   | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La principale non-conformité concerne l'absence de mesure sur les rejets aqueux alors que ceux-ci sont infiltrés. Il est demandé de procéder à une mesure sous un mois. A défaut, il sera proposé une mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

|                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/10/2006, article 1.2                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'établissement comprendra les installations relevant de la nomenclature des installations classées, reprises dans le tableau ci-après : |

| Rubrique | Désignation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Régime | Quantité/unité          |
|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|-------------------------|
| 1434     | Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables :1. Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant:a) Supérieur ou égal à 20 m <sup>3</sup> /h | A      | 44,40 m <sup>3</sup> /h |
| 1432     | Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables: 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 :<br><br>b) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup> .....                                                                                                                    | D      | 58 m <sup>3</sup>       |

#### Constats :

Depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation, plusieurs changements sont intervenus dans la nomenclature des installations classées. Notamment, en 2010, la rubrique 1435 a été créée reposant sur le volume annuel de carburant distribué.  
La station est exploitée par Petro-Est depuis 2023.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Par télédéclaration du 24 avril 2024, Petro-Est a indiqué que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le volume annuel distribué est de 25 353 m<sup>3</sup> - rubrique 1435</li> <li>- le volume stocké est de 323.6 t - rubrique 4732</li> </ul> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'en 2025, le volume distribué était de 27 933 m<sup>3</sup>.</p> <p><b>Le volume distribué étant supérieur à 20 000 m<sup>3</sup>, l'installation est soumise à enregistrement au titre de la rubrique 1435.</b></p> <p>Les volumes stockés (en cuve enterrées) sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- SP95 : 57 + 38 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- SP98 : 38 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- E85 : 38 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- gazole : 3 x 57.3 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- pétrole lampant : 38 m<sup>3</sup></li> </ul> <p>Soit environ 144 tonnes de gazole, 30 tonnes de pétrole lampant, 130 tonnes d'essence.</p> <p>La quantité totale de produits pétroliers et de carburant étant supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total, <b>l'installation est donc soumise à déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 4734-1.</b></p> <p>Les bouteilles de gaz (propane et butane) sont également présentes en libre-service, l'exploitant a indiqué qu'elles représentent moins de 3 tonnes. L'installation n'est donc pas classée au titre de la rubrique 4718-1.</p> <p>Au regard du changement de régime administratif, l'inspection proposera à Monsieur le Préfet un arrêté préfectoral complémentaire actant le changement de régime. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent sous réserve de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

## N° 2 : Canalisations

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/10/2006, article 4</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux Pluviales</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>[...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan des réseaux daté du 5 juin 2006 a été présenté. Il présente un décalage de la canalisation collectant les regards situés après les pompes par rapport au constat visuel réalisé sur le terrain.</p>                                                                                                                                 |

|                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                        |
| Il est demandé de corriger le plan des réseaux afin qu'il corresponde aux réseaux présents sur le site. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                   |

#### N° 3 : Rétention

|                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/06/2006, article 30.1                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                                                                                                                                                 |
| Les installations sont situées en plein air. Le sol de l'aire de distribution doit être étanche et aménagé afin de permettre l'évacuation en vue de leur collecte, des hydrocarbures accidentellement répandus. |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                               |
| Le sol est bétonné. Des regards sont en place permettant la collecte d'hydrocarbures accidentellement répandus. L'inspection a constaté que certains regards nécessitent un nettoyage/curage.                   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                |
| Il convient de procéder au nettoyage et au curage des regards qui le nécessitent.                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                           |

#### N° 4 : Réserves de matières consommables

|                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/10/2006, article 28.7                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                                                                                                                                                                                                  |
| L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants... |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                |
| Il a été constaté que le stock de produits absorbants était absent ou inutilisable au niveau des pistes Poids Lourds. La présence d'hydrocarbures a été constaté sur certaines pistes aussi bien Véhicules Légers que Poids Lourds.                              |

|                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                             |
| Il est demandé de mettre en place les réserves suffisantes de produits absorbants et de procéder au nettoyage des pistes qui le nécessitent. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                        |

#### N° 5 : Traitement des eaux pluviales

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/10/2006, article 7                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]<br>Les eaux pluviales des aires de distribution et de l'aire de dépotage des carburants seront traitées avant leur rejet vers le réseau eaux pluviales par un séparateur garantissant notamment un rejet inférieur à 1 mg/l.<br>[...]<br>Les séparateurs d'hydrocarbures sont dimensionnés en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis. Ils sont entretenus et vidangés tous les ans.<br>[...]<br>Les eaux pluviales de voirie seront infiltrées dans les bassins d'infiltration, après passage dans un bassin de lissage et un séparateur d'hydrocarbure. Le bassin de lissage qui recueille les eaux de voirie de la station service a un volume de 1386 m <sup>3</sup> .     |
| <b>Constats :</b><br><br>Les eaux pluviales des aires de distribution et de l'aire de dépotage des carburants sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant d'être envoyées vers un bassin d'orage. Les eaux du bassin d'orage transitent par un second séparateur d'hydrocarbures puis sont infiltrées. Le bassin d'orage est équipée d'une vanne qui peut être pilotée manuellement et depuis la cabine de la station.<br><br>Le séparateur de la station est à obturation automatique. Les derniers entretiens datent du 9 mai 2025 et du 16 mars 2026. Les bordereaux de suivi des déchets correspondant été présentés. Le séparateur est équipé d'une alarme dont le report est effectué auprès de Petro-Est (astreinte 24h/24). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

#### N° 6 : Valeurs limites et surveillance des rejets

|                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/10/2006, article 8.1.1 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux Pluviales                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                  |

Les eaux pluviales rejetées dans le milieu naturel par bassin d'infiltration doivent respecter les valeurs limites suivantes :

| Paramètres           | Méthode d'analyse | Concentration en mg/l(moyenne sur 24 h) | Fréquence d'analyse |
|----------------------|-------------------|-----------------------------------------|---------------------|
| MES                  | NFT 90105         | 100                                     | ANNUELLE            |
| DBO <sub>5</sub>     | NFT 90103         | 30                                      | ANNUELLE            |
| DCO                  | NFT 90101         | 125                                     | ANNUELLE            |
| hydrocarbures totaux | NFEN 1884         | 1                                       | ANNUELLE            |
| azote global         | FDT 90045         | 30                                      | ANNUELLE            |
| Phosphore total      | FDT 90045         | 2                                       | ANNUELLE            |

Le rejet de substances mentionnées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 est interdit dans les eaux souterraines,sauf dérogation particulière, dans les conditions fixées par le présent arrêté concernant les hydrocarbures totaux.

L'exploitant met également en place un programme de surveillance des rejets d'eaux pluviales.

La mesure annuelle fixée ci-dessus doit être réalisée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée représentative,pour les paramètres fixés aux valeurs limites, ainsi que le débit maximal instantané pendant la durée du prélèvement.

#### Constats :

Aucune analyse n'a pu être présentée.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient de réaliser une analyse des paramètres visés dans l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral et de la reconduire tous les ans. Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois